

## QUESTIONS ORALES

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LE NIGÉRIA—LES DISCUSSIONS EN VUE DE LA CESSATION DES HOSTILITÉS

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous dire brièvement quelle est la teneur du message qu'il a envoyé au gouvernement du Nigeria par l'intermédiaire de notre haut-commissaire au Lagos.

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, notre haut-commissaire n'a pas encore pu conclure d'arrangements en vue de rencontrer les principaux fonctionnaires du gouvernement nigérian.

**L'hon. M. Stanfield:** J'espère que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le haut-commissaire ne comptent pas sur la poste pour cela.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** J'espère ne pas devoir commencer à envoyer des signaux de fumée.

**L'hon. M. Stanfield:** Comme d'autres pays tiennent manifestement à participer aux efforts tentés pour en arriver à régler le problème nigérian, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourrait-il nous dire si lui-même, d'autres membres du gouvernement ou le gouvernement lui-même par l'intermédiaire de ses fonctionnaires, ont pris l'initiative de s'entretenir de nouveau avec les représentants d'autres pays, comme la Grande-Bretagne, la Russie et la France, de la possibilité de faire cesser les envois d'armes et d'amorcer des pourparlers susceptibles d'aboutir à la cessation des hostilités et à des négociations fructueuses?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien ne croit pas qu'il soit utile de prendre une initiative à ce sujet. Nous avons toutefois consulté un certain nombre de pays quant à la possibilité de faire intervenir quelqu'un qui pourrait assurer d'assez bons résultats. Comme l'honorable député le sait, nombre de médiateurs s'y sont employés de temps à autre, et certains d'entre eux, à mon avis, étaient tout désignés pour cette tâche, tels l'Empereur d'Éthiopie, le secrétaire général du Commonwealth et d'autres. Je crois qu'il vaudrait mieux pour nous d'appuyer leurs efforts que d'agir de notre propre chef.

[M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

**L'hon. M. Stanfield:** Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures peut-il indiquer quand il sera en mesure d'informer la Chambre des propositions que le gouvernement a faites au Nigéria par l'intermédiaire de notre haut-commissaire?

**L'hon. M. Sharp:** Il serait sans doute souhaitable d'attendre que nous ayons vu la réaction du gouvernement du Nigéria.

**L'hon. M. Stanfield:** Le ministre peut-il nous donner une idée du temps qu'il faudra?

**L'hon. M. Sharp:** Non. Les choses ne dépendent pas de nous seuls, mais aussi du gouvernement nigérian.

#### ANGUILLA—L'INTERVENTION BRITANNIQUE

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, je me demande si je pourrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures concernant les derniers événements survenus à Anguilla. Étant donné que nous faisons partie du Commonwealth et que le Canada entretient des relations amicales avec la population des Antilles, le ministre peut-il faire rapport au sujet de ce qui s'y produit et a-t-il obtenu des renseignements du gouvernement du Royaume-Uni au sujet de ses intentions.

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, nous avons suivi ces événements de très près. Le gouvernement du Royaume-Uni nous avait averti au préalable des mesures qu'il prendrait pour nommer un commissaire à Anguilla. Bien entendu, nous n'avons pas été consultés, puisque les mesures proposées et maintenant appliquées relèvent nettement de l'autorité constitutionnelle du Royaume-Uni qui agit à la demande du gouvernement de St. Kitt's. Nous savons dans quelle situation difficile s'est trouvé le gouvernement britannique. Je suis certain cependant, d'après les rapports que nous avons reçus et les déclarations du ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne, que l'on tente d'installer un commissaire à Anguilla qui serait chargé d'apporter une solution à long terme aux problèmes de l'île à la satisfaction de tous les intéressés, y compris les insulaires.

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures dirait-il si le secrétaire général du Commonwealth, M. Arnold Smith, suit la situation de près et s'il fait ou fera rapport des événements au gouvernement canadien et aux autres membres du Commonwealth?